

Plus de 50 agents reçus à la direction le 13 décembre avec les organisations syndicales CGT, FO et Solidaires

Compte rendu de l'audience

Mardi 13 décembre 2016 plus de cinquante collègues de différents sites, ont été reçus en délégation avec les organisations syndicales CGT, FO et SOLIDAIRES par M Saby, directeur du pôle transverse, mandaté par le directeur départemental.

En introduction la délégation a rappelé ses revendications : arrêt des suppressions d'emplois, pourvoi des postes vacants et arrêt des restructurations.

Les collègues des différents sites ont ensuite présenté la situation réelle dans leurs services et exposé leurs revendications.

Nanterre Tivoli

Les collègues ont évoqué :

- le sous-effectif permanent depuis plus de trois ans : -9 C, -4 B sur le SIP,
- l'augmentation continue de la charge de travail (entre 4 000 et 5 000 articles par agent, 250 contribuables reçus par jour),
- les conditions difficiles d'accueil du public débouchant sur des agressions quotidiennes,
- l'absence de soutien de la hiérarchie dans la gestion des incidents.

L'insuffisance du nettoyage du local de la caisse a été signalée.

De nombreux agents sont écrêtés tous les mois. La situation est très grave : les agents sont au bout du rouleau.

En réponse la direction a pris acte du sous-effectif tout en tentant de le minimiser. Ainsi, elle précise qu'il est inférieur à la moyenne départementale. et s'est engagée à regarder la situation de très près. Elle a fait référence aux 25 agents arrivant dans les services le 20 février (2^{ème} appel sur la liste complémentaire) et au positionnement des EDR. L'affectation des listes complémentaires sera connue d'ici la fin de l'année.

Elle a fait observer qu'un poste C serait créé en 2017 sur le SIP. La délégation a répondu que l'arrivée d'une « chaise » ne changerait rien si tous les emplois n'étaient pas pourvus.

La direction s'est engagée à rappeler les consignes aux chefs de service en matière de soutien et de signalement et à faire procéder au nettoyage de la caisse. Elle a évoqué la possibilité de l'extension de la fermeture de l'accueil au public.

Une pétition a été remise signée par 81 collègues.

L'exigence de l'abandon de la restructuration du CDIF a été rappelée.

Sèvres

La délégation a remis une pétition signée par 66 agents qui exige :

- le maintien du CDIF,
- que toutes les informations soient données sur les conditions d'implantation du PCR de Saint Cloud,
- le maintien de la 2^{ème} brigade de vérification,
- le pourvoi de tous les postes vacants.

La 2^{ème} brigade était représentée par la quasi-totalité des vérificateurs et la responsable du service qui ont fait part de leur stupéfaction et de leur opposition à sa disparition. Ce service a été mis devant le fait accompli, car il n'a été informé que par un simple coup de fil quelques jours avant l'annonce officielle.

Ainsi, en trois ans ce sont trois brigades de vérification qui auront disparu!

Cette brigade nouvellement installée (1^{er} septembre 2015) dans des locaux spécialement rénovés à cet effet est spécialisée dans le contrôle fiscal international. Au moment où la fraude explose, où l'État est en manque de ressources fiscales, c'est toute l'organisation du contrôle fiscal qui est affaiblie dans un département qui représente à lui seul l'équivalent du PIB de la Grèce.

Alors que le contrôle fiscal du département équivaut à celui d'une véritable « petite DIRCOFI », l'annonce de cette suppression donne à tous les collègues du service le sentiment d'un immense gâchis.

Il s'agit d'une restructuration déguisée : le poste de chef de service est supprimé ; les emplois de vérificateurs sont répartis sur les autres brigades du département alors que ces dernières sont déjà logées dans des locaux exigus. Ni le CHSCT ni le CTL n'ont été consultés au préalable contrairement aux règles en vigueur.

La direction a expliqué que la suppression d'une brigade était exigée par la direction générale dans le but de porter à dix le nombre de vérificateurs par brigades.

La délégation a répondu que la direction pouvait intervenir auprès de la DG compte tenu des enjeux du contrôle fiscal dans le département.

Cette nouvelle disparition d'une brigade de vérification dans le département est inadmissible.

Boulogne Jaurès

La délégation a remis une pétition signée par 45 agents du site demandant l'annulation de la suppression d'1 emploi C prévue sur Boulogne pour 2017 ainsi que le retrait du plan emploi, le pourvoi immédiat des postes vacants, des créations d'emplois sur le site à hauteur de la croissance démographique et économique de la ville de Boulogne afin que toutes les missions, aussi bien au SIP, au SIE, au PCR, à l'accueil, soient assurées dans de bonnes conditions.

Les collègues ne peuvent plus faire face à l'augmentation de la charge de travail.

La délégation a demandé que cette situation soit examinée en CTL afin de chiffrer les besoins en emplois.

La direction se retranche derrière « l'objectivité » des chiffres de ses tableaux de bord et autre TAGERFIP. Nous avons répondu que les effectifs théoriques présentés, censés être suffisants (sans les vacances de postes), étaient déconnectés de la réalité de la charge de travail vécue par les agents.

Colombes

Le sous-effectif est particulièrement prononcé en SIE (-3C) et en SIP (-3,3 B et -1 C). Il y a de nombreux jeunes agents. Au SIE 2 agents gèrent 3 communes, participent à l'accueil et assurent des remplacements en comptabilité.

Les sanitaires du SIE sont dans un état déplorable

Une fois de plus la direction a répondu recrutements par listes complémentaires et EDR. Concernant les sanitaires la direction s'est engagée à effectuer les travaux.

Levallois

La trésorerie municipale est en sous-effectif marqué. Les collègues n'en peuvent plus ! Mais la direction, elle, indique que, toujours selon ses chiffres, le poste est en sureffectif !! Elle explique que la taille du poste « en-dessous du seuil critique » est la cause des difficultés et justifie la fermeture de ce poste pour septembre 2017 (fusion avec la TM de Courbevoie).

La délégation a rappelé que ce seuil critique découle des suppressions d'emplois et des restructurations conduites par la direction. Le SIP rencontre également des problèmes pour faire face aux missions foncières.

Nanterre CAD

Il manque deux agents au visa de la Dépense et un à la comptabilité de la dépense. Au SLR (Service Liaison Rémunération) plusieurs collègues sont régulièrement écrêtés.

A la trésorerie Amendes, un tiers de l'effectif change tous les ans et le sous-effectif est permanent (4 postes vacants depuis septembre). Chaque jour, la fermeture du guichet est assurée par un agent C ou B qui doit se retrouver seul face au public, sans l'aide d'un encadrant.

La direction reconnaît le sous-effectif. Elle s'est engagée à pallier le problème de sécurité, rappelant qu'il y avait un chef de service et trois adjoints.

Domaine

La délégation a remis une pétition signée par 18 agents de la brigade domaniale demandant l'annulation de la suppression de l'emploi A à la brigade et la garantie de maintien des emplois d'évaluateurs pourvus actuellement par les cadres B.

Trésorerie Municipale de Saint-Cloud

Le sous-effectif est chronique : il manque 2,5 B et 2,5 C, ce qui se traduit par des difficultés à faire valoir le droit à congé.

Pendant près de trois heures, les collègues et les représentants syndicaux ont présenté, avec force et souvent avec une très grande émotion, la réalité de la dégradation du service public et des conditions de travail vécues au quotidien par les agents.

Les services ne tiennent que par la conscience professionnelle des agents, chaque restructuration entraîne une perte de connaissance et de technicité.

Dans ce contexte le nouveau plan de restructurations et de suppressions d'emplois ne peut qu'ajouter à la dégradation des conditions de travail.

La délégation a rappelé que rien n'était inéluctable : pour preuve, à Paris, la direction a retiré une partie de son plan de restructuration.

La délégation a conclu en faisant état de la détermination des personnels à poursuivre l'action pour la satisfaction de leurs revendications.

**Plus que jamais :
Arrêt des suppressions d'emplois, pourvoi des postes vacants,
arrêt des restructurations !**